

SOLIDARITÉ



VOL. 19 N° 1

9405, RUE SHERBROOKE EST • MONTRÉAL (QC) H1L 6P3 • TÉL. : (514) 356-8888

MAI 1997

Au Mexique, l'ALÉNA



au profit de qui ?

Rapport de stage • Avril 1997

Le Mexique de 1997 : sous le joug de l'ALÉNA



Quels liens peuvent tisser des syndicalistes québécois avec des syndicalistes mexicains au sujet des effets de l'Accord de libre-échange nord-américain, trois ans après son entrée en vigueur? Quinze stagiaires de quatre syndicats québécois ont, durant deux semaines, rencontré des Mexicains surtout, mais également des Américains, pour mieux comprendre les effets de cet accord qui devait faire des miracles économiques.

Il y a des concordances à plusieurs niveaux. N'avions-nous pas reçu comme promesse de nouveaux emplois, meilleurs et mieux payés? Cela avait été également promis aux Mexicains et aux Américains et ils déchantent autant que nous. Dans les trois pays, on assiste à un appauvrissement et une aggravation des conditions de vie quant aux salaires, à la sécurité sociale, aux soins de santé et au logement. Les petites et moyennes entreprises mexicaines ont été lessivées par le traité avec des conséquences désastreuses sur l'emploi.

Le Mexique a une population de 94 millions; 37 à 38 % constituerait la population active, dont seulement le tiers occupe un emploi rémunéré. Les salaires mexicains sont parmi les plus bas: une journée de 8 heures

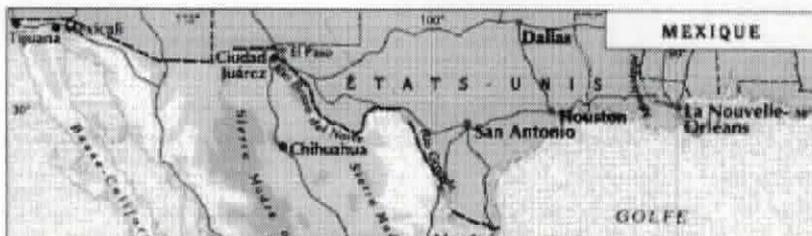
de travail rapporte à un ouvrier de la construction 3,50 \$; dans le secteur industriel, le salaire moyen est de 7 \$ par jour; un professeur du primaire gagne 140 \$ par mois et une infirmière de 140 à 160 \$. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, les salaires ont baissé de 17 % et le nombre de chômeurs a augmenté de 1,5 million. Comment les gens peuvent-ils vivre? Tous les membres d'une famille contribuent au revenu de la communauté pour assurer, et seulement assurer, les tortillas et les haricots quotidiens. Cela n'évoque-t-il pas les images d'un passé que l'on croyait révolu depuis longtemps? Comment s'étonner que les travailleurs fassent des heures supplémentaires, jusqu'à 60-70 heures de travail par semaine, ou qu'un professeur fasse en plus du taxi pour assurer un revenu familial décent?

Le taux de chômage élevé a également comme corollaire l'augmentation de la précarité des emplois et le développement de l'économie informelle, ce qui favorise le désengagement de l'État comme des entreprises: 2/3 des travailleurs n'ont aucune sécurité sociale, aucun accès à des services de santé, aucun avantage autre que le salaire. La moitié de la population mexicaine se trouve condamnée à un travail informel. Les bienfaits de l'Accord? Le secteur manufacturier lié à l'exportation s'est développé et a crû de 10 % alors que l'emploi dans ce sec-

teur a diminué du même pourcentage. Cette diminution de l'emploi s'accompagne d'une forte croissance de la population active pendant que, dans ce même secteur, la productivité augmente de 12,6 % et les salaires diminuent de 21,9 %... de moins en moins d'emplois, des emplois de moins en moins bien payés, et de moins en moins intéressants. La productivité, ainsi que le nombre de milliardaires mexicains, sont en hausse au rythme de la progression des profits des transnationales.

Le gouvernement mexicain présente le secteur des exportations comme le moteur de l'économie. Dans les faits, les exportations n'augmentent que sur papier puisqu'en réalité les industries d'exportation (maquilas) importent davantage de matières premières pour n'exporter que des produits à faible valeur ajoutée. L'industrie nationale qui, elle, créait de nombreux emplois indirects, est en voie de désintégration et l'établissement des maquilas à la frontière nord nécessite de lourds investissements pour construire les infrastructures nécessaires à leur installation, alors qu'elles ne contribuent en rien à la construction de services d'eau, d'électricité et de système de drainage dont pourrait bénéficier la population. La santé des travailleurs et des travailleuses, comme des membres de leur famille, se dégrade et l'environnement subit le saccage d'un développement sans contraintes. Voilà comment s'explique le soi-disant succès des maquilas, les bas salaires ne constituant qu'un élément marginal.

Les Canadiens ne devraient pas s'étonner que, par exemple, les compagnies forestières ou celles du secteur des mines exercent des



Vous avez bien dit : maquiladoras ?



Le Mexique compte près de 3 000 usines qui sont la propriété d'entreprises multinationales. Elles se spécialisent dans la production destinée uniquement à l'exportation et elles emploient plus d'un million de personnes. On leur donnait le nom de zone franche d'exploitation dans les années 1960. Aujourd'hui, on les appelle *maquiladoras* au Mexique, ou *entreprises hirondelles* au Guatemala. Théoriquement, à l'époque, ce genre de création dans le monde du travail devait permettre d'assurer un décollage économique des pays en voie de développement.

Ciudad Juarez, ville de près de 1,5 million d'habitants au nord de la république mexicaine, avec 350 entreprises, compte le plus grand nombre de travailleurs. Les autres se retrouvent entre Tijuana et Matamoros dans la zone frontalière avec les États-Unis. Les différentes compagnies en provenance du Canada, du Japon et des États-Unis concentrent leurs activités autour des secteurs du textile, du meuble, de l'électronique, de l'électricité et de tout ce qui touche les moyens de transport ainsi que de l'automobile.

Bien entendu, on fabrique une partie du produit, jamais le produit en totalité. Un immense parc industriel d'entrepôts géants, en métal, sans fenêtre, sous un soleil de plomb, avec le bruit des machines en sourdine pour accompagner le «miracle-mirage du désert économique» dans une ville de sable.

Le processus d'embauche y est très large. Souvent on recrute à partir de 13 ans et la majorité des travailleurs varient entre 16 et 35 ans. On estime à près de 10 millions le nombre d'enfants sans contrat formel au Mexique... et bien entendu, pour l'État mexicain, le travail des enfants est tout à fait illégal... On vient de partout du Mexique, mais surtout des états de Mexico, Zacatecas et Durango. De ce nombre, 60 % sont des femmes. Les 2/3 de celles-ci sont soutien de famille monoparentale. Bien entendu, il n'est surtout pas question de sécurité d'emploi.

Le salaire est de 3 \$ US par jour, avec une possibilité de prime liée à la productivité, la ponctualité et la présence au travail. Parfois le transport et la garderie sont inclus. De toute façon, le total des primes correspond à un équivalent de 10 \$ par semaine, voire aux 15 jours. Le temps supplémentaire

est rarement payé, même si la journée de travail comporte parfois plus de 10,5 heures. Les standards de production sont plus élevés qu'aux États-Unis et le type de supervision y est très sévère, même si le travail y est aliénant et répétitif. Le travail s'exécute sous pression et souvent même avec harcèlement.

Le taylorisme est de rigueur, voire même répressif. Coups, vexations et violence physique sont le lot quotidien des travailleuses dans ces nouveaux camps de concentration du travail. On comptabilise le nombre de fois et le temps quand les gens vont aux toilettes. Sans programme de santé-sécurité, on y rencontre fréquemment des problèmes de santé liés aux yeux, notamment des cas de brûlures et d'allergies. Dans plusieurs de ces entreprises, on fournira gracieusement les amphétamines, question de stimuler la production...

Bien entendu, aucune de ces 350 maquiladoras n'est syndiquée. Soyez sans crainte, le gouvernement mexicain veille... il imposera un syndicat officiel et les travailleurs en prendront pour leur rhume... En bref, le paradis de l'esclavage moderne.

JEAN-PIERRE DEROME



Les Zones franches dans le monde

Ce texte est tiré en majeure partie de «L'enfer des nouveaux paradis fiscaux, la répression antisyndicale dans les Zones franches». Dossier de la CISL (Confédération internationale des syndicats libres), Jean-Paul Martboz et Marcela Szymanski, avril 1996.



APPELLATION

On a dénombré 19 dénominations différentes pour désigner ces zones franches d'exploitation (ZFE). Au Mexique, on les appelle *maquiladoras*, au Guatemala, *entreprises hirondelles*, en Chine *Special economic zones*. Cependant, leurs caractéristiques sont pratiquement identiques partout – fondées sur les mêmes principes – la segmentation internationale du processus de production et recourt aux mêmes pratiques: la recherche, au défi s'il le faut des conventions internationales, des conditions salariales et syndicales les plus favorables pour l'investisseur.

DÉVELOPPEMENT

Ces zones franches constituent un phénomène international en plein développement qui touche un nombre croissant de travailleurs. En 1995, il y en avait plus de 230, réparties dans près de 70 pays dont plus de 100 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 64 en Asie et 31 en Afrique. Selon les chiffres de l'OIT (Organisation internationale du travail), l'emploi y a progressé à un rythme annuel de 9 % entre 1975 et 1986 et à un rythme de 14 % entre 1986 et 1990; 1,2 million de travailleurs latino-américains et caraïbiens, 250 000 africains, 3 millions d'asiatiques. Il faut y ajouter désormais les 14 à 40 millions de chinois employés dans les «Zones économiques spéciales».

Beaucoup de gouvernements des pays en développement en font le pivot de leur avenir économique. Le Salvador comptait en août 1995 cinq zones franches dans lesquelles étaient employées 83 500 personnes. Quatre autres zones doivent être ouvertes dans les trois pro-

ductions dans la production textile, la confection et l'électronique grand public.

Au Mexique, en juillet 1995, les usines textiles étaient au nombre de 705 sur un total de 2 747, soit 26,6 %, au Salvador la même année, 141 des 225 entreprises installées dans les zones franches soit 62 % du total étaient aussi de cette branche. Au Guatemala, 90 % des maquiladoras sont des usines textiles ou de confection.

AVANTAGES FOURNIS PAR LES ÉTATS

Pour attirer les entreprises à investir dans les zones franches les états leur proposent des avantages financiers et fiscaux incomparables. Par exemple, le gouvernement guatémaltèque leur offre:

- l'exemption de droits de douane, y compris de la TVA, sur les matières premières, les prototypes, les bouteilles et les emballages;
- l'exemption des impôts sur les revenus pendant 10 ans;
- l'exemption totale de droits de douane et des taxes, dont la TVA, sur l'importation, de machines, d'équipement et de pièces de rechange;
- l'exemption totale de taxes ordinaires et extraordinaires sur les exportations.

Plus sept autres avantages dont le droit de vendre au Guatemala sans pratiquement payer des taxes et même le droit de sortir ces machines du pays sans payer aucune compensation...

CONCLUSION

Au Mexique, en 1985, les maquiladoras étaient au nombre de 789. En 1995, on dénombrait 2 747 entreprises qui employaient 676 518 travailleurs, soit 2,25 % de la population active

l'antichambre de l'ALÉNA». La lutte contre tout projet futur d'accord pour toute l'Amérique latine passe aussi par la lutte à la syndicalisation de ces milliers de travailleuses et travailleurs dans ces zones infernales que sont les zones franches.

ROGER SAUCIER

UN PHÉNOMÈNE INTERNATIONAL

«Les bâtiments recouverts de métal se déploient sous un ciel de plomb. Rien dans leur apparence ne laisse soupçonner la présence d'êtres humains à l'intérieur. On dirait des entrepôts géants. À l'intérieur, rien que le bruit des machines. Aucun son humain: pas une voix, pas un rire, seulement, ça et là, des chuchotements. De temps en temps, quelqu'un se lève et demande d'aller aux toilettes.

Les travailleurs n'ont le droit de le faire qu'une seule fois au cours du poste de dix ou douze heures et, même alors, leur temps est strictement limité. S'ils dépassent de plus de trois minutes, les surveillants les appellent en criant pour qu'ils reprennent le travail.

Dès que les femmes sont entrées dans les «entrepôts», les portes sont verrouillées. Personne ne peut quitter, ni avoir de contact avec le monde extérieur. Voilà leur univers derrière ces portes.

Parfois, le corps n'en peut plus. La température s'élève, surtout en été, et, même si l'une des femmes tombe malade, elle n'est pas autorisée à partir pour aller chez le médecin. Dernièrement, Amanda est tombée malade. À mesure que les heures passaient, elle s'est sentie de plus en plus mal, mais on ne lui a pas permis de quitter le travail. Au bout de 6 heures, elle est tombée morte devant sa machine: elle avait 22 ans.

Poussés par la colère, certains travailleurs tentent de s'organiser. Mais ils sont réprimés tout aussi vite. L'ordre est rétabli, et les surveillants usent de tous les moyens dont ils disposent. Et la fin justifie les moyens: cris, vexations, vio-

Au Mexique , les profits l'emportent sur les travailleurs



Le 10 mars 1997, la compagnie de produits chimiques Roche-Syntex de Mexico congédiait 19 travailleurs de la même unité de travail qui avaient entre 14 et 29 ans de service. Ces travailleurs étaient syndiqués et avaient un contrat de travail avec l'entreprise mexicaine Syntex. Or, en 1995, Syntex a été rachetée par la multinationale suisse Roche. Avant la vente de la compagnie, les relations étaient bonnes. Depuis ce temps, ce sont les dirigeants suisses qui ont pris le contrôle des opérations et ils ont commencé à orienter la production sans tenir compte de la convention collective. C'est pourquoi de façon brutale, ils ont procédé au congédiement de ces 19 travailleurs, (du magasin et de la distribution) sans aucune compensation. À la suite de ce congédiement, l'entreprise a fait appel à des sous-contractants pour effectuer le travail. Au cours de notre séjour, nous avons

rencontré ces travailleurs qui luttent pour leurs droits. Notre présence sur le lieu de la manifestation n'a pas fait plaisir aux dirigeants de Roche-Syntex. Les gardiens de sécurité de l'entreprise prenaient des notes pendant qu'un cadre nous filmait sur vidéocassette. L'entreprise a même fait appel à la police pour s'assurer d'encadrer notre action. Les policiers, ayant vérifié notre identité et donné quelques consignes, sont demeurés sur place jusqu'à notre départ.

Par ailleurs, nous avons été en contact avec une trentaine de travailleurs (en majorité des femmes) en grève depuis le 13 juillet 1996 de la compagnie Morales. Cette imprimerie a fermé une section de son usine et a congédié ses employés sans leur payer les huit dernières semaines de travail. Ayant en moyenne 25 ans d'ancienneté, ces travailleurs se retrouvent sans emploi et évidemment sans revenu. Nous savons pourtant que le travail qu'ils effectuaient, se poursuit toujours à l'in-

térieur de cette usine qui est située sur un coin de rue et qui possède deux adresses, histoire de confondre les choses. Lorsque nous avons rencontré ces travailleurs, ils manifestaient devant l'usine Lilly, une usine pharmaceutique qui achète les produits de l'imprimerie Morales. Le propriétaire et le responsable des ressources humaines de Lilly sont venus nous rencontrer et nous assurer qu'ils ne faisaient plus d'affaire avec Morales, ce dont doutent fortement les grévistes. Ce conflit de travail est un autre exemple de non-respect des contrats collectifs des travailleurs et de l'indifférence des entrepreneurs et des dirigeants mexicains face à ceux-ci.

Nous avons décidé d'envoyer des lettres aux dirigeants de ces entreprises pour décrire notre révolte et les inciter à respecter d'une part le contrat de travail des employés et les lois mexicaines du travail.

MARLYNE HARPIN

35 ANS À
TRAVAILLER
COMME
ESCLAVES.
AUJOURD'HUI
EN LUTTE.



L'ALÉNA et les femmes mexicaines



Les femmes travailleuses pauvres qu'elles étaient avant l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, les femmes mexicaines de 1997 qui travaillent, surtout dans les maquiladoras, sont exploitées, n'ont pas de recours, sont jetables après usage.

Le 1^{er} janvier 1994, l'ALÉNA (Accord de libre-échange nord-américain) instaurait entre le Mexique, le Canada et les États-Unis de nouvelles règles qui favorisaient les échanges commerciaux. Le territoire nord-américain devenait alors un vaste marché unique et les grandes entreprises devaient s'installer au sud de ce territoire, soit au Mexique, parce que des zones franches de taxes et d'impôt étaient déjà en place pour les accueillir. L'absence quasi complète de règlements concernant l'environnement et l'utilisation de la main-d'oeuvre ajoutée aux exemptions de taxes et d'impôt et au syndicalisme d'état donnent à l'expression «capitalisme sauvage» tout son sens. C'est la suprématie des dollars sur l'humain.

La main-d'oeuvre féminine est fort prisée au Mexique. L'agilité des petits doigts alliée à la dextérité et à la soumission des jeunes filles, sont pour l'entreprise, un élément majeur qui lui assure succès et fortune. C'est au nord du pays, à Ciudad Juarez, que les conditions des

femmes sont les pires. Nous nous sommes promenés en autocar dans la zone industrielle de Juarez. Des noms connus, Zenith, General Electric, RCA, Ford, General Motors indiquent l'emplacement des usines à façade normale avec fenêtres et terrain paysagé, pour la direction, mais dont les trois autres murs sont aveugles, sans fenêtre et sans cheminée pour évacuer l'air contaminé (on préfère le réserver à l'usage exclusif des travailleuses!). Une remorque aux couleurs de Yellow nous fait réaliser la présence de ce commerce de détail qui vend au Québec mais qui fabrique ou achète des chaussures fabriquées dans une maquiladora de Juarez. On sue dans les fabriques de Juarez et on gèle au nord dans les bottes de Yellow.

Officiellement, les travailleuses sont âgées de 16 à 25 ans. Cependant, certaines n'ont pas plus de 14 ans. On n'exige pas de papiers pour les engager à l'usine. En plus de respirer l'air pollué toute la journée ou toute la nuit, nos travailleuses des 350 maquiladoras de Juarez, rassemblement d'usines où l'on trouve le plus grand nombre de travailleuses et travailleurs du Mexique. Ces femmes triment dur durant neuf à douze heures par jour à répéter le même geste, à des cadences de production qu'on augmente sitôt atteintes. Le salaire de base est 3 \$ US par jour. Pour s'assurer d'une productivité constante, les compagnies offrent aux ouvrières des bonus de 10 \$ US par semaine si la production, la ponctualité et l'assistance répondent aux

normes de l'entreprise. Si la travailleuse diminue sa production à un moment donné ou si elle s'absente une journée, en plus d'être coupée sur son salaire de base, le bonus disparaît pour cette semaine-là. On surveille le personnel par-dessus l'épaule, on chronomètre les visites aux toilettes, on refuse de laisser partir des employées malades (ce qui a déjà causé mort de femmes), on exige de voir mensuellement une serviette sanitaire souillée pour s'assurer que l'employée n'est pas enceinte et si elle le devient on exige d'elle une surcharge de travail pour la forcer à quitter ou on la met dehors sur le champ. Les compagnies ne veulent pas être confrontées aux naissances de bébés atteints d'encéphalites¹. Les femmes manient sans protection des produits toxiques. Les mesures de sécurité et d'hygiène au travail n'existent pas. Béatrice Lujan, notre interlocutrice du Centre des travailleurs et travailleuses à Ciudad Juarez, nous informe qu'il y a beaucoup de problèmes de la vue, de l'ouïe et d'hypertension liés à ces conditions de travail. Aucune statistique à date sur les accidents du travail. Si l'employée se rebelle, si elle devient moins productive, on la renvoie à la maison, sans vrai syndicat pour la défendre. Le soir, la travailleuse retourne chez elle dans l'autobus de la compagnie, rejoindre ses enfants laissés seuls au bidonville. Son logis de carton est sans eau courante et la poussière du désert lui colle à la peau et aux cheveux. Elle se retrouve confrontée à sa vie d'esclave – son mari ne pouvant travailler à Juarez a franchi la frontière américaine de El Paso pour grossir les rangs des travailleurs illégaux. Ses enfants risquent d'être victimes de trafiquants d'organes ou enlevés pour adoption. Si elle parvient à vieillir dans ces conditions extrêmes, exclues du travail, elle n'est plus rien. Sa force de travail lui a été sucée par le vampire multinational.



Ardeur, intelligence et détermination face au libre-échange : le RMALC (Réseau mexicain face au libre-échange)



rois ans après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), le gouvernement mexicain et les élites des milieux d'affaires le présentent

comme un grand succès et prétendent même qu'il a contribué à atténuer les effets de la crise de 1995. Retour à la croissance, balance commerciale excédentaire, accès aux marchés financiers, récupération des emplois perdus en 1995 seraient des indicateurs de ce succès.

Qui, sinon le RMALC possède la compétence pour démentir ce discours? En réalité, l'Accord a eu des effets très négatifs dont souffrent les travailleurs, les paysans et tous les secteurs populaires. L'ALÉNA n'a pas réglé les problèmes d'ordre structurel bien révélés par la crise de 1995 mais il est plutôt à l'origine de cette crise.

L'Accord n'a pas permis d'atteindre les objectifs bruyamment proclamés «d'éliminer les obstacles au commerce», «de créer les conditions de concurrence véritable», «de créer de nouvelles opportunités d'emploi; d'améliorer les conditions de travail et de vie», «de promouvoir le développement durable», «de protéger et conserver l'environnement» ainsi que «de protéger, renforcer et respecter les droits des travailleurs».

Après trois ans, il faut constater qu'il n'y a pas eu les investissements escomptés et générateurs d'emplois «plus nombreux et de meilleure qualité». Il n'y a pas eu la création des conditions de stabilité pour permettre l'accès des produits mexicains aux marchés nord-américains, contrairement aux promesses.

Le RMALC affirme que le Mexique ne peut, ni ne doit évoluer en marge de l'économie mondiale, mais il récuse l'orientation théorique du libre-échange comme unique ou, plus encore, comme meilleure façon de faire du commerce. Les réalités internationales doivent être prises en compte mais pas pour déterminer, à elles seules, l'avenir du pays. Pour le RMALC, il ne peut être question ni de laisser le libre marché tout déterminer, ni de renoncer à devenir des sujets actifs et créatifs, bâtisseurs de l'avenir de leur pays. Le RMALC s'appuie sur des recherches et des études multi-disci-

plinaires approfondies et rigoureuses pour établir ses constats et ses propositions.

Le marché instauré par l'ALÉNA n'est pas libre et ouvert aux PME mais dominé par un petit nombre de grandes sociétés transnationales.

L'histoire montre que la dynamique du marché n'entraîne pas le développement et encore moins, la justice sociale qui ne vont pas de soi.

Les effets de l'Accord portent atteinte à la trame de l'économie du pays dont certains secteurs s'effritent.

Tous les indicateurs véritables du niveau de vie des populations sont à la baisse.

Le RMALC s'emploie, avec intelligence et ténacité, à créer les conditions favorables à une renégociation de l'ALÉNA à partir d'un consensus de tous les secteurs de la population portant sur un projet national et réaliste de développement durable au bénéfice de l'ensemble de la société civile. Sa position contredit non seulement la politique officielle, mais aussi le discours développé à partir de conceptions protectionnistes, conservatrices ou passéistes aussi bien aux États-Unis qu'au Mexique. La critique du RMALC n'est ni conjoncturelle, ni politiquement opportuniste ou électoraliste; elle situe l'ALÉNA dans la perspective stratégique de la globalisation; elle montre que l'Accord ne fait qu'actualiser le modèle économique néo-libéral aux effets dévastateurs, même si quelques secteurs peu nombreux (une fraction des exportateurs, le tourisme de luxe) en profitent.

Le RMALC (Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio) n'est pas un petit rassemblement de radicaux dogmatiques. C'est une coalition de personnes et d'organismes divers, issus de tous les secteurs sociaux; elle a été créée en 1991 et elle a été très active pendant les négociations de l'Accord autant qu'après. Chercheurs, syndicats, organisations rurales ou indigènes, groupes d'écologistes, ONG s'appliquent à poursuivre sa mission qui consiste, d'un point de vue mexicain, à analyser, critiquer et influencer les politiques économiques en général, et commerciales en particulier.

Le RMALC s'oppose à l'ALÉNA tout en respectant les différences et nuances qui s'expriment dans le réseau de l'opposition par des mouvements aussi importants que le Front zapatiste, le Barzón, les deux grands pôles de regroupement du syndicalisme (le Forum du syndicalisme devant la nation et la Coordination syndicale du 1^{er} mai), les microentreprises et les PME, des partis politiques progressistes comme le PRD, le PT et le PVEM.

On se doute que tout ce qu'accomplit le RMALC n'est pas partagé sans nuances par tous mais son principal mérite est d'inviter au travail, à la recherche de consensus et de favoriser l'intégration démocratique des forces de progrès. C'est ainsi qu'il vient de produire un important rapport pour stimuler les réflexions et donner du sens aux interventions, sur la scène nationale ou internationale, qui visent à forcer la renégociation de l'ALÉNA au profit de la société civile.

DENISE DION ET GÉRARD VIAUD

UNE PARTIE DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION DU RMALC



Un syndicalisme autogestionnaire et indépendant



Le FAT (Front authentique du travail) est issu de différents milieux, soit des groupes de chrétiens, de militants d'usine, d'étudiants, de jeunes, d'intellectuels, de paysans et d'indigènes.

Sa structure est autogestionnaire ce qui signifie que la direction est collégiale et que les décisions se prennent par consensus.

Le Congrès du FAT se tient aux trois ans. On y débat des orientations concernant l'organisation et les stratégies d'actions, de la déclaration de principe et des documents fondamentaux. Le Congrès désigne une direction nationale dont le mandat est d'assurer l'application des accords du Congrès. Un comité de coordination national est chargé d'assurer la cohérence et le contact entre les groupes, les régions, les coopératives et les syndicats. Actuellement c'est Bertha Lujan, Antonio Villalba Granados et Benedicto Martinez qui assument cette coordination avec un responsable de chaque secteur.

Le nombre d'adhérents varie de 40 000 à 20 000 selon que l'on soit optimiste ou pessimiste nous dira un camarade du FAT. Mais

une chose est certaine, l'influence qu'exerce le FAT sur l'orientation du syndicalisme mexicain est très importante.

L'ORGANISATION ET L'ORIENTATION SYNDICALE

Au Mexique, il y a peu de liberté syndicale. L'État contrôle tout. Voilà pourquoi l'organisation et l'orientation syndicale sont primordiales.

Par orientation syndicale, on entend ici l'organisation interne du syndicat dans une pratique autogestionnaire; il n'y a donc pas de hiérarchie d'autorité, on développe des comités de direction et de coordination collégiales.

Le FAT regroupe seize syndicats dont quatre sont au niveau d'industries nationales, soit deux dans le métal, un dans le textile et un petit dans l'enseignement. Il ne faut pas oublier que le système de contrôle officiel ne facilite pas l'arrivée du FAT dans les grandes industries. L'exemple de General Electric le démontre bien. Dans cette tentative de syndicalisation, le gouvernement a refusé toutes les requêtes légales du FAT et l'entreprise a accepté toutes les demandes des travailleurs à la condition qu'ils n'adhèrent d'aucune façon au FAT.

COOPÉRATIVE ET MILIEU PAYSAN

Le mouvement coopératif du FAT regroupe



une usine coopérative autogestionnaire, qui produit du verre plat, Union Provisa. La plus grosse coopérative du FAT regroupe 5 000 membres et c'est la Bandera Cooperativa. Les autres coopératives, au nombre de 20, sont de dimension variable et le FAT travaille constamment à en former de nouvelles.

La présence des femmes est importante dans ce secteur et le défi actuel est d'intégrer le mouvement coopératif dans le mouvement syndical.

Le secteur où le FAT est le plus faible, c'est le milieu paysan. Ce milieu extrêmement pauvre et le gouvernement a su développer une stratégie pour le contrôler. Ainsi, lors des élections a-t-on développé une pratique pour acheter, au vrai sens du terme, les votes. L'esprit individualiste (l'instinct de survie aidant) a en-



«El Foro sindical»

... ET C'EST PAS TOUT!

Le FAT fait la promotion d'ateliers de femmes, crée des groupes avec des jeunes «anarco-punks», des cuisines populaires, des groupes de défricheurs dans l'État d'Aguascalientes et fait un travail de coordination auprès de groupes sociaux. Le FAT a une présence dans 18 états du Mexique dont le Chiapas.

PEU DE MOYENS
MAIS UNE VOLONTÉ...

Le FAT est un des syndicats les plus pauvres du Mexique et sa plus importante source de revenus lui vient de la solidarité internationale. Il ne récupère presque rien sur les cotisations syndicales car plusieurs de ses adhérents ont des salaires à peine suffisants pour vivre.

La moitié de la cotisation syndicale, qui est de 1,5 % du salaire, est versée au syndicat local tandis que le reste va au FAT pour l'orientation et le lancement d'autres syndicats.

Le FAT a quelque 40 personnes à son emploi dans tout le pays et ce nombre inclut les personnes occupant les fonctions dites officielles et celles que la coopérative emploie. Les salaires de ses employés sont les plus bas de toutes les organisations syndicales soit à peine un peso de plus que le salaire minimum.

UNE COMPLICITÉ À DÉVELOPPER

Le FAT constitue un des instruments essentiels pour que la démocratie circule un jour dans les veines du peuple mexicain. L'impact qu'a cette petite organisation syndicale indépendante démontre le dynamisme et la persévérance qu'ont ses militants et militantes.

Si parfois le mot SOLIDARITÉ n'a pas d'image, pensez au FRENTE AUTENTICO DEL TRABAJO. Vous y verrez la détermination et le vrai sens de «se battre pour construire un monde meilleur».

MICHEL SAWYER



le mouvement syndical mexicain est en effervescence et il se pourrait bien qu'au cours des prochaines années, on observe des changements majeurs sur l'échiquier politique et syndical.

On estime que le taux de syndicalisation des travailleurs mexicains est d'environ 25 %. Cependant, la majorité des travailleurs syndiqués fait partie de syndicats «officiels» liés au parti au pouvoir de façon si directe que l'adhésion au PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) y est encore obligatoire et automatique.

Ces syndicats «officiels» sont regroupés au sein du Congrès du travail qui est formé de 32 organisations (centrales, fédérations et gros syndicats). Historiquement, le Congrès du travail a été dominé par une de ses centrales, la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM). Son secrétaire général, Fidel Velasquez, 96 ans, la dirige depuis plus de cinquante ans et il incarne le parti-État. Le modèle syndical prédominant au Mexique est celui d'organisations ouvertement subordonnées au gouvernement et à son parti, de dirigeants profondément corrompus qui gèrent les syndicats comme s'il s'agissait de leur propre commerce.

Or, depuis quelques années, des voix discordantes se font entendre tant dans les syndicats indépendants qu'à l'intérieur même des syndicats «officiels». La célébration du 1^{er} mai, Fête internationale des travailleuses et travailleurs, au cours des deux dernières années, témoigne de cette situation.

Le 1^{er} mai 1995, pour la première fois dans l'histoire mexicaine, le gouvernement et le Congrès du travail décidèrent de suspendre le défilé officiel par crainte avouée d'être débordés par les mécontents. Le résultat fut l'organisation, à Mexico et dans les principales villes du pays, d'énormes mobilisations indépendantes de centaines de milliers de personnes qui remplirent les rues. Ces mobilisations donnè-

rent naissance à la «Coordination intersyndicale 1^{er} mai».

Le 1^{er} mai 1996 fut encore plus significatif. À la nouvelle mobilisation convoquée par la Coordination intersyndicale 1^{er} mai, s'ajouta la marche des syndicats regroupés dans le Foro (Forum du syndicalisme face à la nation), qui réunissait aussi bien des syndicats indépendants que d'importants syndicats du Congrès du travail qui désobéirent ouvertement à la direction officielle de ne pas mobiliser leurs membres. Les énormes marches, séparées mais coordonnées, se dirigèrent vers le centre de Mexico, dénonçant ouvertement la politique gouvernementale et montrant la nouvelle dynamique qui anime le mouvement ouvrier.

Le Foro est constitué pour l'instant, (une vingtaine de nouveaux syndicats ont demandé d'y adhérer), de 25 organisations représentant environ 2,5 millions de membres, dont plusieurs sont membres du Congrès du travail. Le FAT y est très présent et très influent. Ce regroupement, qui avait commencé sous la forme d'un forum, s'est doté d'une infrastructure permanente et est en train de mettre sur pied une structure de fonctionnement régional. Il fait des déclarations publiques et discute déjà de possibles solutions, telles que le retrait du Congrès du travail, la création d'une nouvelle centrale ou la convocation d'une assemblée nationale du prolétariat, ouverte à toutes les organisations, qu'elles appartiennent ou non au Congrès du travail.

Le FORO travaille beaucoup à la démocratisation des structures syndicales. Nos amis du FAT nous expliquent qu'ils doivent lutter continuellement pour maintenir, à l'intérieur du FORO, la position que les syndicats doivent rester autonomes et indépendants de tout parti politique. Jusqu'à maintenant, c'est cette position qui a été retenue. Si jamais le FORO se transformait en une nouvelle centrale et que celle-ci renouait des liens avec le Congrès du travail, il est assuré que les membres du FAT vont se retirer. Entre temps, tous les espoirs sont permis.

LOUISE LABERGE

El Foro



Sentir le café

«IL Y A UN DICTON QUI DIT QU'IL FAUT SE LEVER POUR SENTIR LE CAFÉ,
... AUX ÉTATS-UNIS ON COMMENCE À PEINE À SENTIR LE CAFÉ»¹



Bâtir une alliance syndicale trinationale très large, telle est la leçon qu'on peut tirer de la rencontre que nous avons eue avec les syndicats d'El Paso (Texas). Nous avons pu discuter avec des représentants des Teamsters, du textile, du secteur public et des électriciens. L'échange a été des plus fructueux; il nous a permis de mesurer les effets désastreux de l'ALÉNA sur la situation économique, sociale et politique des États-Unis et singulièrement de la frange frontalière du Texas contiguë au Mexique sur laquelle se situe la ville d'El Paso, à une enjambée de Ciudad Juarez.

D'entrée de jeu, le camarade de l'International Brotherhood of Electricity Workers (IBEW), notre hôte pour l'occasion, nous affirme avec conviction que l'avènement de l'ALÉNA n'était pas accidentel. C'était la conséquence de l'affaiblissement de nos organisations syndicales qui se sont assises sur des acquis fragiles et ont négligé de faire preuve de vigilance. C'est également la conséquence de la situation internationale dominée par une seule superpuissance: les États-Unis où la majorité républicaine hostile aux syndicats dicte sa voie. Le pouvoir des compagnies s'accroît, le capitalisme sauvage s'installe avec comme corollaire la disparition de la classe moyenne et la paupérisation rampante.

Une offensive antisyndicale sans précédent a été déclenchée avec un menu législatif inquiétant sur lequel on nous met en garde. Les menaces pèsent autant au niveau du gouvernement central que des gouvernements des états. Le Texas, par exemple, est un des treize états de l'Union qui ont voté la loi intitulée «Right to work act» qui ne vise ni plus ni moins que la désaccréditation des syndicats; car, malgré son nom, cette loi n'a cure du droit au travail des individus; elle garantit plutôt le droit d'adhérer ou non au syndicat avec obligation à ce dernier de défendre même les non-membres.

Le président Clinton a sanctionné la loi qui autorise les camionneurs mexicains à travailler aux États-Unis; quand on sait que ces travailleurs gagnent 7 \$ par jour comparé à leurs homologues américains qui sont à 17 \$ de l'heure, on mesure la menace qui pèse sur ceux-ci. Il en est de même du «Fast Track» qui vise à réduire les conditions de travail de l'ensemble de la main-d'oeuvre américaine ou du «Friendly Family Act» qui vise à ne plus rémunérer le temps supplémentaire au-delà de 40 heures mais plutôt à le remettre en temps soi-disant pour permettre aux travailleuses et travailleurs de passer plus de temps dans leur famille.

Au même moment, à El Paso, la situation se dégrade à une vitesse accélérée; 35 % des gens n'ont aucune couverture médicale, le cercle vicieux des restrictions budgétaires règne; 3 000

emplois dans le textile ont disparu; le patronat tient le haut du pavé parce que disposant d'une main-d'oeuvre abondante et à bon marché composée d'une immense majorité de jeunes (surtout des femmes) sans expérience, issus de milieux défavorisés. De plus, 90 % d'entre eux ont moins d'une 6^e année et pour compléter le tableau, il y a une absence de formation sur l'histoire générale encore moins sur l'histoire du mouvement ouvrier. Certains ignorent jusqu'à leurs droits de citoyens.

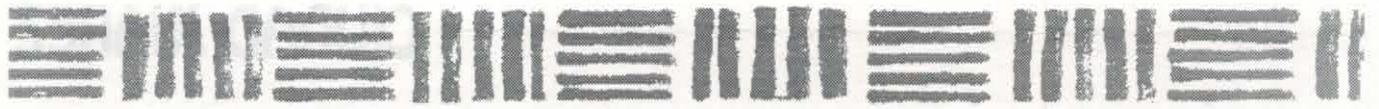
Par ailleurs, les règles de plus en plus sévères de l'immigration et l'incapacité des autorités à contrôler le flot des immigrants clandestins accroissent le nombre de travailleurs potentiels sans droit, donc à la merci des employeurs sans scrupule qui les tiennent par la menace et la manipulation.

Face à ce sombre tableau, nos camarades américains ne désarment pas, ils réclament et font des pressions auprès de leurs élus à cette fin, des audiences publiques sur l'ALÉNA où les travailleurs et leurs organisations peuvent exprimer leurs vues sur le traité et ses effets. Ils font également des pressions sur l'AFL-CIO à laquelle ils sont affiliés pour que celle-ci fasse du lobby pour la réouverture du traité afin d'y enchasser des mesures concrètes et contraignantes sur les conditions de travail, les conditions sociales et l'environnement.

Mais l'atout le plus sûr, celui sur lequel ils comptent le plus, c'est la globalisation du mouvement syndical. À cet effet, ils pensent que le seul effet positif de l'ALÉNA c'est de nous avoir mis en contact les uns avec les autres. Il est temps, pensent-ils, de «se lever

RENCONTRE AVEC DES SYNDICALISTES TEXANS





UN STAGE TRÈS ENRICHISSANT! CE QUI M'A LE PLUS FRAPPÉ, C'EST L'IMPORTANCE QU'ACCORDENT LES MILITANTS ET LES MILITANTES AU TRAVAIL D'ÉDUCATION ET DE CONSCIENTISATION. LA SEMENCE POUR DÉVELOPPER L'ACTION ET LA MOBILISATION. MALGRÉ LA GRANDE PAUVRETÉ, UN PEUPLE DÉTERMINÉ À CHANGER LES CHOSES.

Denise B.

PAR LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE, IL N'Y A PAS EU DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE MEXIQUE. DANS LES FAITS, IL A PLUTÔT ÉTÉ CONTRE!

Suzanne

J'AI VU LA RICHESSE DU MONDE DÉTENU PAR QUELQUES-UNS AU DÉTRIMENT DE TOUS. POURSUIVONS LA LUTTE AU MEXIQUE, AU CANADA, AUX ÉTATS-UNIS.

Nicole

MA VISION DE LA MONDIALISATION DES MARCHÉS ÉTAIT TRÈS PESSIMISTE AVANT CE STAGE. JE CROYAIS QUE NOUS NE POURRIONS JAMAIS CONTRER CE PHÉNOMÈNE. CETTE EXPÉRIENCE M'A PROUVÉ LE CONTRAIRE. AU MEXIQUE, AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS, LES GENS S'UNISSENT POUR ARRÊTER CE FLÉAU. JE REVIENS PERSUADÉE QUE NOUS Y ARRIVERONS EN AUGMENTANT LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS.

Marlyne

UNIS ET SOLIDAIRES AU PLAN INTERNATIONAL POUR CONTRER LES EFFETS NÉFASTES DE LA GLOBALISATION.

Denise D.

TANT QUE DES HOMMES ET DES FEMMES CONTINUERONT DE LUTTER POUR LA DÉMOCRATIE, LA JUSTICE ET L'ÉQUITÉ, IL Y A LIEU D'ESPÉRER UN JOUR EN UN MONDE MEILLEUR. L'EXEMPLE DU MEXIQUE NOUS L'A DÉMONTRÉ.

Louise

C'EST POURTANT LA DÉCOUVERTE D'UN PEUPLE AVEC UNE GRANDE HISTOIRE. UN PEUPLE CHALEUREUX, COURAGEUX ET FIER MALGRÉ TOUT. LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE PREND FORME ET VIT DANS CES STAGES. C'EST LÀ QUE L'ON COMPREND LE SENS DE CES MOTS.

Micheline

DANS LE DUR DÉSIR DE DURER: APPRENDRE À ÉCOUTER L'HUMANITÉ...

Jean-Pierre

LE NOUVEL ORDRE MONDIAL NE PROFITE PAS AUX CLASSES LABORIEUSES NI AU MEXIQUE, NI AILLEURS. IL SERA IMPOSSIBLE DE SE LIBÉRER DE CET ÉTAU SANS SAISIR CHACUNE DES OCCASIONS DE SOLIDARITÉ.

Gérard

EXPÉRIENCE EXTRÊMEMENT RICHE DE SOLIDARITÉ ET DE COURAGE. RENCONTRE TRÈS RESSOURÇANTE.

Minerva



Rangée du bas de gauche à droite : Denise Boileau, Denise Dion, Minerva Gutierrez, Nicole Mallette, Yolande Grégoire-Thibault, Louise Laberge.. Deuxième rangée et arrière : Roger Saucier, Jean-Pierre Derome, Bara Mbengue, Gérard Viaud, Michel Sawyer, Suzanne Morin, Micheline Rioux, Violette Brodeur, Marlyne Harpin..

SI L'ÊTRE HUMAIN ET LA PLANÈTE SURVIVENT, CE SERA GRÂCE AUX SOLIDARITÉS INTERNATIONALES.

Yolande

LE MEXIQUE, PAYS SURRÉALISTE, PAYS DE CONTRASTES OÙ LA SITUATION EST TOUJOURS COMPLEXE, LES LUTTES DES MEXICAINS EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATIE SONT MULTIPLES ET NOS SOLIDARITÉS DOIVENT L'ÊTRE ÉGALEMENT.

Violette

... ET CE QUI EST EXTRAORDINAIRE C'EST DE VOIR COMMENT DES LIENS DE SOLIDARITÉ PEUVENT SI FACILEMENT SE DÉVELOPPER POUR BÂTIR UN MONDE MEILLEUR ET UNE SOCIÉTÉ UNIVERSELLE DE JUSTICE ET D'ÉGALITÉ

Michel



Brique par brique... la syndicalisation des maquiladoras



Ciudad Juarez, Mexique, les autobus de la compagnie RCA ou de la General Electric vous prennent à votre porte et vous amènent à votre travail. Transport fourni pour la plupart. Bénéfice marginal. Les roues soulèvent la poussière qui fait pleurer, qui fait tousser, qui se dépose à nouveau après s'être infiltrée dans tous les interstices.

On est à la frontière du Texas, à côté d'El Paso, «le passage», une région semi-désertique, là où chaque Mexicain traverse, au moins une fois, en rêve ou en réalité, pour voir, pour travailler, pour vivre... mieux.

C'est Luis... qui nous conduit à travers les rues du parc industriel, qui nous présente chacune de ces belles grandes usines, sans fenêtre, d'une propreté méticuleuse. Généreux Américains que nous tentons désespérément d'imiter, qui donnent du travail à ceux qui n'en ont pas. Une belle ville, Ciudad Juarez, moderne, dynamique, tellement jeune que les arbres dans les parcs, le long

des rues, n'ont pas encore atteint leur maturité.

Les gardiens des usines arrêtent notre camionnette pour nous saluer, politesse oblige! Mais surtout pour nous expliquer, patiemment et fermement, de ce ton que l'on prend pour parler à un enfant entêté, qu'il est interdit de photographier les installations. Tandis que nous sortons de cette zone industrielle, nous trouvons l'autre Ciudad Juarez, la rurale, l'oubliée du développement économique.

C'est là que les visages anonymes de ces jeunes filles, qui assemblent au rythme des cadences imposées, deviennent humains. Elles qui n'ont pu, dans la journée, trouver le temps de lever les yeux pour bavarder, nous expliquent, racontent leur journée de neuf heures, les trois dollars de salaire quotidien qui peuvent devenir plus, un peu plus, si on amène les enfants travailler. Elles racontent le carton dont on fabrique les maisons, l'électricité qu'on vole, faute de pouvoir la payer, l'eau que l'on n'a pas le jour, par 48 degrés, le chauffage qu'on imagine pour se réchauffer quand le mercure descend à zéro la nuit.

Tout en montrant du doigt les somptueuses voitures des patrons, ... Luis nous dirige vers le Centre de formation ouvrière (CETLAC) ouvert il y a à peine six mois par le Front authentique des travailleurs (FAT). Nous nous retrouvons dans des locaux décorés de quelques affiches, meublés d'un classeur, de quelques chaises, où Béatriz Lujan nous raconte les difficultés auxquelles ils ont dû faire face lorsque les employées et employés d'une usine qu'ils tentaient de syndiquer depuis quatre mois ont tous été congédiés après que l'employeur a eu vent du projet. Il existe, au service des employeurs, des syndicats fantômes qui exhibent des contrats collectifs factices au moment où un réel processus de syndicalisation prend son envol. Curieux hasard puisqu'ils proviennent tous des syndicats officiels affiliés au parti au pouvoir.

General Electric a su servir un premier revers qui a rappelé au FAT la place qu'il devait occuper: «ne pas déranger, ça travaille ici!...» il faut demeurer compétitifs, c'est ça le progrès, la modernité, entend-on. Plus de 350 usines maquiladoras dans cette zone, et aucune n'est représentée par un vrai syndicat indépendant et démocratique. C'est une aubaine pour les patrons de ces transnationales.

Le FAT a dès lors compris qu'il ne syndiquerait pas les employées et employés des entreprises si facilement. C'est par des employées et employés qui viennent apprendre à lire et à écrire, qui viennent questionner, parler de la santé et de la sécurité, et qui ensuite retour-



QUELQUES
STAGIAIRES AVEC
LES MEMBRES DU
CETLAC



Des quartiers populaires en lutte contre les effets de l'ALÉNA



Ciudad Juarez est une ville marquée par un flux migratoire permanent provenant de l'exclusion urbaine et issu de partout au Mexique. Plus de 60 familles par jour arrivent à Juarez, ville caractérisée par la violence, la drogue, les agressions, les disparitions, les ventes d'organes humains et la délinquance. Ces nouveaux arrivants vivent un choc culturel causé par le rassemblement provoqué par les différentes cultures. Plusieurs organisations sont impliquées dans la communauté dont l'Organisation Populaire Indépendante qui se définit comme un organisme indépendant des gouvernements, des partis politiques et de l'Église officielle. L'OPI offre divers services dans les quartiers tels que l'approvisionnement en eau potable, le service de garderie, le nettoyage et la construction de parcs. De plus, l'OPI forme les citoyennes aux droits humains et développe leur capacité de revendiquer et de négocier avec les autorités municipales, régionales et patronales. Des femmes médecins populaires, au nombre de 13, sont réparties dans 10 groupes à travers les communautés. Elles offrent des soins de santé qui sont souvent les seuls services de médecine offerts dans la ville. Leur médecine se pratique à partir des plantes médicinales, par des thérapies manuelles et avec des plaques métalliques disposées sur les points méridiens du corps. Leurs trois dispensaires offrent plus de 150 consultations par mois. En plus du travail curatif, ces femmes médecins publient un bulletin d'information abordant les bienfaits de la bonne alimentation, l'utilisation des plantes médicinales, les soins de beauté, etc. Le bulletin est distribué aux messes.

Le «Centre pour le développement intégral de la femme» intervient pour dénoncer la violence et les abus sexuels, sujets encore ta-

bous. Une dame nous raconte, comment dans un quartier les femmes réagissent aux situations de violence. Quand un mari bat sa femme, elles attachent le mari à un arbre avec un écriteau sur lequel on peut y lire «Je suis ici parce que je suis violent avec ma femme». Dans les cas d'agressions sexuelles, de viols, on applique la même médecine sauf que la personne est dénudée. De grands pas ont été franchis, mais il reste beaucoup de sensibilisation à faire. Les lois servent plus les violeurs que les victimes. Lorsqu'une personne commet un délit, la loi prévoit qu'on doit procéder à son arrestation dans les 24 heures, sinon elle demeure en liberté.

Tous ces groupes travaillent depuis plusieurs années à organiser, à éduquer ces populations leur permettant de réagir aux graves consé-

quences de l'exploitation éhontée de cette nouvelle forme de capitalisme sauvage.

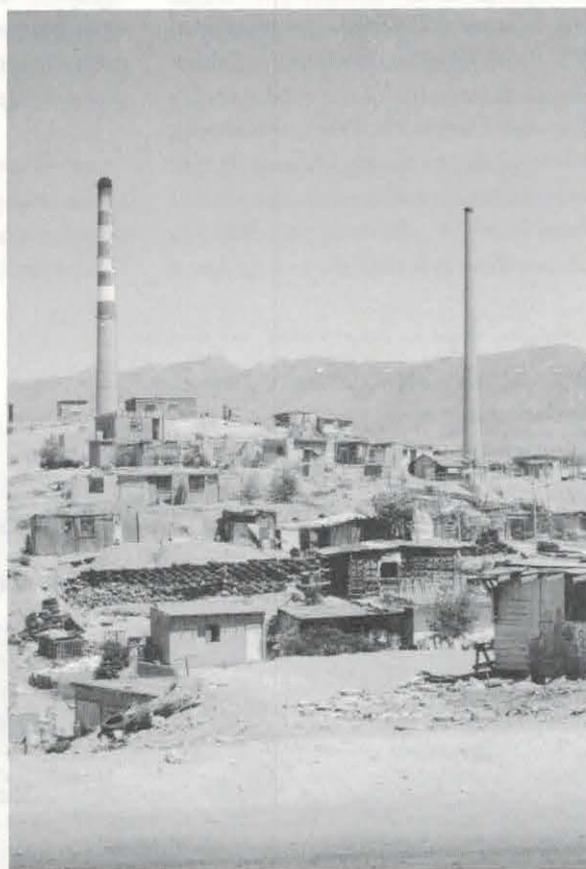
Malgré la grande pauvreté à laquelle ces communautés sont confrontées, nous avons été profondément émus par la détermination et l'enthousiasme de ces femmes. Elles nous ont quitté sur les mots de la chanson de «l'Espérance»:

Il y aura un jour où tous quand on lèvera les yeux
nous verrons une terre de paix et de liberté

Actuellement nous sommes dans une impasse, mais c'est le meilleur moment pour développer l'espérance.

DENISE BOILEAU

QUARTIER POPULAIRE
DANS LE DÉSERT
DE JUAREZ



Temamatla, un centre de formation à la solidarité



Temamatla? Connais pas. Ce n'est pas sur la carte du Mexique. Et pourtant, nous sommes 15 à y avoir vécu. L'évocation de ce seul mot nous fait de l'effet. Ce village de 1 500 habitants se trouve à quelques kilomètres de Chalco situé au Sud-Est de Mexico. Le centre de Temamatla se trouve à une heure de route de Mexico quand la circulation est fluide et à 2 heures quand la circulation est dense. De cet endroit, nous pouvons admirer le volcan Ixtaccihuatl (la femme qui dort), recouvert de neige, parfois éclairé par le soleil et le plus souvent caché par les nuages. Cet endroit est calme et moins pollué que la ville de Mexico.

Ce centre qui travaille en étroite collaboration avec le Front authentique des travailleurs (FAT), a été donné par un bienfaiteur, Roberto Oliveros Rivas en 1994, à une Fondation qui a pour objectif la recherche d'alternatives actuelles et la sensibilisation des travailleurs et des classes populaires aux réalités mexicaines. On lui a donné le nom de «*Fondation pour l'éducation des travailleurs et la recherche philosophique et*

pédagogique», mais au quotidien on l'appelle aussi RORAC, du nom de son donateur.

Cet endroit, très bien équipé, avec salles de réunions et possibilité de traduction simultanée, avec adresse électronique, équipements sportifs et même une piscine, peut accueillir à la fois une trentaine de personnes pour des séjours plus ou moins prolongés.

Les activités du centre sont encadrées par du personnel féminin provenant de divers horizons. Il y a d'abord, Maria Adela Oliveros, appelée familièrement Male, qui est la coordinatrice du centre. Elle nous a présenté une conférence intitulée «*Le tiers monde, identification, extension et perspectives d'action*». Elle fait aussi du travail d'information au sein d'un petit village appelé *Tenango del aire*. C'est là que nous avons été reçus par une chaleureuse famille de paysans qui lutte pour sa survie et pour que les choses changent au Mexique.

Puis nous avons côtoyé Blanca Trejo qui est architecte de profession. Comme il n'y a pas d'emplois actuellement dans sa profession, elle s'occupe activement de conscientisation à

XICO, un nouveau quartier urbain en campagne, de paysans et d'ouvriers très défavorisés à côté de la ville de Chalco, à vingt minutes de la Fondation. Elle nous a exposé d'une façon approfondie les origines et la composition de ce nouveau quartier qu'est XICO. Aussi, on y a rencontré Claudia Narcía qui est spécialiste de la constitution et des lois mexicaines.

C'est dans ce cadre que nous avons reçu toute la formation complémentaire à nos rencontres et à nos visites de Mexico et de Ciudad Juarez. C'est même à cet endroit que nous avons été l'objet d'une chaleureuse fête de départ où non seulement des représentants du FAT et de la Fondation étaient présents mais aussi des invitées et invités des villages des environs aussi bien que des grévistes de Morales et de Roche-Syntax de Mexico visités au cours du stage. Quel témoignage de solidarité nous avons reçu!

Outre les conférences ou rencontres de formation, la Fondation organise diverses activités concrètes: la réinsertion de jeunes femmes dans la vie communautaire de Chalco, des ateliers d'apprentissage de fabrication et de vente de produits d'artisanat local, sur la protection de l'environnement, l'urbanisation sauvage de Mexico, sur les semences et l'agriculture, etc.

De plus, à chaque année, la Fondation tient un séminaire trinational avec des invitées et invités du Canada, des États-Unis et du Mexi-

SALLE DE CONFÉRENCE, CENTRE DE TEMAMATLA





Xico, une communauté qui se prend en main



La vallée de Chalco est située au sud-est de la ville de Mexico. De nombreux villages y fleurissent çà et là, bien entourés par les mon-

tagnes. La population de cette vallée provient, en grande majorité, du district fédéral de Mexico et de l'état du Mexique. Ces gens déracinés, sans travail, d'une grande pauvreté, finissent par échouer dans la vallée. Ils s'installent tant bien que mal, sans y avoir droit, là où l'espace le permet. Parmi ces nombreuses communautés, nous avons visité celle de XICO.

XICO est un petit village qui existe depuis 15 ans. Aucune eau potable dans le village desservi par des citernes, aucun service sanitaire, aucun dispensaire. La grande majorité des habitants est analphabète, seulement 12 % a complété une 3^e année. Cependant, l'école primaire et secondaire ouvrent de nouveaux horizons aux générations futures.

Nous avons eu l'honneur d'être reçus par la famille de Fernando Rodriguez. Au-delà de tout ce qui est matériel, nous découvrons ce qui est essentiel. Nous partageons le repas de ces gens fiers, de ces gens chaleureux, qui ont su, se prendre en main. Ils ont le goût de foncer, d'aller de l'avant. Pensons, entre autres, à Marianna, femme déterminée, travaillant à faire connaître les bienfaits de l'utilisation du soya, à cette autre oeuvrant auprès des enfants en leur faisant la catéchèse le samedi matin, au projet de construction d'une bibliothèque comme soutien au travail des groupes populaires. Ces gens ont compris que leur survie passe par le partage des connaissances, l'entraide et la solidarité. Ne devrions-nous pas appliquer chez nous ces principes pour susciter la mobilisation.

MICHELINE RIOUX



COUR INTÉRIEURE À XICO

AMIS DE LA FAMILLE RODRIGUEZ





- ACCROÎTRE NOS RAPPORTS AVEC LES SYNDICALISTES DU FRONT AUTHENTIQUE DU TRAVAIL (FAT) ET DIFFUSER L'INFORMATION SUR LES LUTTES SYNDICALES MEXICAINES.

solidarités

- APPUYER LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES EN GRÈVE DES ENTREPRISES *MORALES* ET *ROCHE-SYNTEX*.
- FAVORISER LA PARTICIPATION DE NOS ORGANISATIONS SYNDICALES AU SEIN DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS SUR L'INTÉGRATION CONTINENTALE (RQIC).
- APPUYER LE FAT DANS SON ACTION DE SYNDICALISATION DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DES MAQUILADORAS À LA FRONTIÈRE AMÉRICAINE.
- ACCROÎTRE NOS ÉCHANGES AVEC DES SYNDICALISTES AMÉRICAINS EN LUTTE CONTRE LES EFFETS DU LIBRE-ÉCHANGE.
- APPUYER LES CITOYENS DE XICO POUR L'OBTENTION D'UNE BIBLIOTHÈQUE.



SUGGESTION DE LECTURE :

**L'enfer des nouveaux paradis fiscaux
La répression antisyndicale dans les zones
franches**

COLLECTION : LES SYNDICATS EN CAMPAGNE POUR LA CLAUSE SOCIALE

ÉDITÉ PAR LA CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES (CISL)

BOULEVARD ÉMILE JACQMAIN, 155

B - 1210

BRUXELLES, BELGIQUE

TÉL. : (32 2) 224.02.11

FAX : (32 2) 201.58.15

